

Le cas macédonien : les USA et l'Albanie veulent en finir avec l'influence russe dans les Balkans

par Elena Goukova

Au-delà des raisons immédiates qui conduit les États-Unis à lancer une opération de déstabilisation de la Macédoine, le mois dernier, la sénatrice Elena Goukova observe la stratégie de Washington depuis trente ans dans les Balkans. Pour la célèbre historienne, les États-Unis souhaitent en finir par tous les moyens avec l'influence russe dans la région, quitte à séparer les populations et à détruire tous les États actuels.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 13 JUIN 2015

РУССКИЙ ENGLISH



La situation en Macédoine a été déstabilisée à un moment significatif : celui des festivités du 70ème anniversaire de la victoire sur le fascisme. Ainsi, le 7 mai ont débutées des manifestations organisées par l'opposition à Skopje, la capitale, et la nuit du 9 mai, des bataillons albanais armés sont sortis du Kosovo pour se diriger vers la Macédoine et y occuper la ville de Koumanovo. Le président macédonien Gjorge Ivanov s'est vu contraint de quitter en urgence les célébrations de

Moscou [1]

La police macédonienne a réagi de façon déterminée : des combattants ont été blessés, puis neutralisés, mais les manifestations de l'opposition se sont prolongées. Sur la place au centre de la capitale macédonienne des tentes ont été dressées et les manifestants ont exprimé leurs revendications : un changement de gouvernement et de nouvelles élections.

À Moscou, on a tout de suite compris : c'est une énième « révolution colorée » ou encore un « Maïdan » macédonien. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a exprimé l'inquiétude de son pays quant aux événements en Macédoine. Il a averti du caractère dangereux de ce que préparent les Albanais de la région, avec, désormais en premier plan, la sortie de l'Albanie des Balkans. Tirana, la capitale albanaise, a commencé à évoquer un projet de « Grande Albanie ». D'après le Premier ministre albanais, Edi Rama, l'unification de l'Albanie et du Kosovo est inévitable, qu'elle se déroule au sein de l'Union européenne ou non.

Le ministre russe des Affaires étrangères est convaincu que le conflit en Macédoine est dirigé par des forces étrangères. « Les événements en Macédoine sont assez profondément alimentés de l'extérieur », a-t-il commenté. Les manifestants à Skopje sont activement aidés par la CIA et certaines ONG. Les diplomates états-unis, qui « conseillent » au Premier ministre macédonien, Nikola Gruevski, de convoquer des élections anticipées, sont présents à toutes les négociations. La foule dans la rue agit selon le scénario commun aux révolutions colorées, déjà rôdé en Serbie, en Géorgie, en Ukraine et dans de nombreux pays, néanmoins la version macédonienne comporte quelques spécificités.

Tout d'abord, le parti au pouvoir en Macédoine (VMRO-DPMNE) est une formation politique puissante et expérimentée, qui jouit d'un appui sérieux de la population, et dont font partie aussi bien le président que le Premier ministre. Le gouvernement a su facilement faire descendre dans les rues 90 000 de ses partisans. La police agit de façon compétente, ne fait preuve d'aucune provocation et ne cède pas aux manifestants quels qu'ils soient. C'est pourquoi on peut supposer que les manifestations dans les rues ont de grande chance de se prolonger selon le scénario habituel sans pour autant donner de résultats rapides.

Deuxièmement, le rôle joué par les Albanais n'est pas négligeable. Si le

processus de « maïdanisation » de Skopje se prolonge et que les Albanais se voient donner le feu vert pour se joindre aux manifestants, ils prendront les armes et commenceront à écrire leur scénario de « changement de régime ». Dans ce cas, s'en suivront des provocations, des affrontements armés avec la police, des victimes des deux cotés.

Ce scénario est le plus vraisemblable. Voici pourquoi.

Jamais les Albanais ne soutiendraient les manifestants macédoniens si ce n'était pas pour utiliser par la suite ces événements dans leur propres intérêt. Et leur intérêt, c'est l'unification de tous les territoires situés alentour de l'Albanie avec une majorité de population albanaise. Le projet d'une « Grande Albanie » date d'il y a 130 ans. Il est apparemment passé au stade de sa réalisation, au début du XXI^e siècle.

Ce sont les Albanais du Kosovo qui se sont battus pour une séparation d'avec la Serbie, puis ils ont été rejoints en 2001 par les Albanais de Macédoine et du sud de la Serbie. En 2008, les Albanais du Kosovo ont proclamé leur indépendance avec le soutien de Washington. À l'issue des négociations de Belgrade et de Pristina (2011-13), le Kosovo est devenu indépendant *de facto*. Vers l'indépendance reconnue et légale, il ne manque à Pristina qu'un élément : l'accord de la Serbie. Et le Conseil de sécurité de l'Onu ne peut pas s'opposer à la volonté de Belgrade.

Mais Belgrade reste hésitant. La patience des Albanais du Kosovo arrive à sa fin. De plus, ils ne sont pas les seuls à attendre : avec eux les Albanais de Macédoine, du Monténégro et de Grèce. Le projet est connu d'avance. Aussitôt que le Kosovo recevra une place à l'Onu, les Albanais de Macédoine, du sud de la Serbie, du Monténégro et du nord de la Grèce, se soulèveront armes à la main pour une séparation de leur pays avec l'appui du Kosovo. L'Occident soutiendra ce projet, car pour lui, il est important d'affaiblir les Serbes et les autres peuples orthodoxes des Balkans et de les éloigner de Moscou.

Les États-Unis a besoin d'installer des bases militaires et d'établir un contrôle politique. L'Union européenne reste silencieuse et accepte la tournure des événements comme si le remodelage de la carte politique de la région des Balkans pouvait se dérouler de façon pacifique. Des espoirs bien naïfs car si le plan de création d'une Grande Albanie se réalise, l'Union européenne héritera sur son propre territoire d'un brasier explosif et permanent composé de tensions nationales et religieuses, et de crime

organisé. Le Kosovo pour l'instant, bien qu' « à moitié » indépendant, laisse aisément présager un tel avenir.

Aujourd'hui, le rythme du processus d'indépendance complète du Kosovo a perdu de son intensité, c'est pourquoi les Albanais, dans leur impatience, lancent des rappels à la Serbie et à l'Europe. Tout d'abord, a débuté un procédé qu'il est difficile d'expliquer : de nombreuses familles albanaises ont commencé à se déplacer en partant, par milliers, du Kosovo, du Monténégro, de Macédoine, pour se diriger vers l'Albanie, puis vers l'Europe, eldorado aux frontières ouvertes. Les pouvoirs en place expliquent cette migration par le chômage de masse dont souffre la région.

À mes yeux, ce grand exode albanais est soit une manière de rappeler à l'Union européenne qu'il est temps de régler la question de l'indépendance du Kosovo, soit de se préparer à une guerre à grande échelle.

À Preševo, Medveda, et Bujanovac (sud de la Serbie), on prépare à grande allure la séparation de ces trois régions du reste de la Serbie. Au Monténégro, ethniquement parlant, 5,5 % de la population est albanaise et l'ambiance y est tendue. La Grèce aussi doit faire face à la question albanaise : Tirana a déjà fait part à Athènes de ses prétentions sur certains territoires frontaliers. Également, en Macédoine, les Albanais démontrent qu'ils sont prêts à régler la question de leur condition par les armes. Les forces radicales du Kosovo exigent de Tirana et de Pristina qu'ils interfèrent en Macédoine et qu'ils « stoppent le dictateur Nikola Gruevski » puisque la police macédonienne a attaqué des Albanais. Les radicaux kosovars font la promesse que sept millions d'Albanais « sont en marche pour prendre la Macédoine à mains nues et [que] ce pays bientôt n'existera plus ».

Comment peuvent évoluer les événements en Macédoine ? Vraisemblablement, les dirigeants européens et l'Onu vont exprimer de l'inquiétude pour la démocratie au sein du pays, condamner les actions de la police macédonienne à Koumanovo, exiger une enquête internationale « impartiale » sur « la violation des droits de l'Homme » (sans parler des accusations de terrorisme). Pendant que la police piétinera, les combattants albanais accumuleront les provocations et les actes terroristes tout en montrant du doigt le gouvernement et le président macédonien. Les Albanais de Tetovo, Koumanovo et Skopje commenceront à former des bataillons et à placer sous leur contrôle certaines parties du territoire.

L'Union européenne appellera M. Gruevski à faire la paix avec les insurgés et à ne pas avoir recours à la violence. Elle brandira la menace de refuser à la Macédoine son adhésion à l'Union. Si, comme en 2001, les Albanais remettent sur pieds une Armée de libération nationale, la guerre deviendra inévitable. Puis les combattants d'Al-Qaida et de l'État islamique viendront à la rescousse des Albanais musulmans. Et ce seront ces derniers qui dicteront leurs revendications aux Macédoniens. Les parties en désaccord se verront alors réconciliées par ceux-là même qui ont encouragé les Albanais à rester au Kosovo, et qui, en 2001, ont exigé une réévaluation de leurs droits en Macédoine. Le gouvernement macédonien, à la table des négociations, sera forcé de faire de larges concessions aux Albanais qui en profiteront pour amener la question de l'indépendance d'une partie du territoire macédonien.

Ainsi les ambitieuses aspirations albanaises seront satisfaites et les objectifs des USA seront atteints grâce à l'installation au pouvoir de régimes-marionnettes et à la mise en place d'un contrôle absolu sur les Balkans qui s'ensuivra.

N'oublions pas le plus important : Washington espère qu'ainsi, l'influence de la Russie dans la région touchera à sa fin.

Elena Goukova

Traduction
Julia

Source
Strategic Culture Foundation (Russie)

[1] Sur le même sujet, lire : « [Échec du coup d'État US en Macédoine](#) », par Thierry Meyssan, et le dossier d'Horizons et débats « [Washington tente un changement de régime en Macédoine](#) », *Réseau Voltaire*, 13 mai et 1er juin 2015.

Source : « Le cas macédonien : les USA et l'Albanie veulent en finir avec l'influence russe dans les Balkans », par Elena Goukova, Traduction Julia , Strategic Culture Foundation (Russie), *Réseau Voltaire*, 13 juin 2015, www.voltairenet.org/article187874.html